

seront peuplées de l'Atlantique au Pacifique, par une nation active et loyalement soumise à la couronne anglaise."

Ces déclarations venant de si haut lieu, sont généralement pleines de réticences, mais dans ce cas, elles ont une force et une précision remarquables. Mais s'il existait aucun doute sur les sentiments des hommes les plus distingués de l'empire, ne devrait-il pas s'évanouir quand on se rappelle la visite de Son Altesse Royale le PRINCE DE GALLES en Canada ? Était-ce une feinte, une vaine démonstration pour nous faire croire que le gouvernement de Sa Majesté et l'Angleterre même désiraient conserver l'allégeance des populations de l'Ouest ? Je ne l'ai jamais cru un seul instant. Je me rappelle les paroles mêmes du PRINCE DE GALLES qui m'avaient beaucoup frappé à l'époque. C'était dans son discours au régiment canadien, vers 1858 ou au commencement de 1859. Des drapeaux furent présentés à ce régiment par Son Altesse Royale. C'était la première fois qu'il paraissait en public depuis qu'il avait obtenu une commission dans l'armée anglaise. Je citerai les paroles prononcées par Son Altesse Royale en cette circonstance, — paroles qui me remplirent de joie parce que j'avais passé plusieurs années de ma vie, avant cette époque, comme officier anglais dans ces provinces. En présentant au régiment son drapeau, Son Altesse Royale dit :—

"La cérémonie actuelle comporte une signification et une solennité toutes particulières, parce qu'on vous remettrait pour la première fois ce signe de la fidélité et de la valeur militaire. Je ne consacre pas seulement votre enrôlement dans les rangs de l'armée anglaise, mais je célèbre un fait qui proclame et raffermirait l'unité des diverses parties de ce vaste empire sous le sceptre de notre souverain à tous."

A ce propos, je rappellerai une ou deux des réponses faites par Son Altesse Royale aux différentes adresses qui lui furent présentées dans sa visite parmi nous. L'une de celles qui me plaît le plus et qui doit le plus plaire à tout homme qui veut conserver l'union avec la métropole, est celle que Son Altesse Royale fit en réponse à l'adresse du conseil législatif, et dans laquelle se trouve le passage suivant :

"Je m'unis le plus cordialement du monde à votre désir de voir les liens qui unissent ensemble la Reine et le peuple canadien se raffermir et durer."

(Écoutez ! écoutez !)

Mais, il serait superflu de citer davantage

les réponses de Son Altesse Royale, car l'aspect général de sa visite en ce pays, les paroles prononcées par les chefs des deux grands partis de l'Angleterre, les vœux bien connus de notre Reine et de son Héritier présomptif, tout indique, en autant qu'on peut l'inférer des paroles et des actes, que le peuple anglais n'a qu'une voix pour désirer la continuation de l'union de ces provinces avec les trois royaumes. Il ne dépend donc que de nous que cette union se prolonge ou non. (Écoutez ! écoutez !) Et je ne doute pas que ce ne soit ce désir unanime qui ait fait envisager au peuple anglais avec tant de faveur notre mouvement fédéral. Il comprend que l'union de ces provinces aura pour effet de consolider notre pouvoir et notre force et de développer nos ressources, car il envisage la chose à un point de vue beaucoup plus élevé que ceux de nos mesquines jalousies et de nos querelles de parti. Je ne vois pas de nécessité absolue d'ici à longtemps, et pendant que nous grandissons, pour laquelle nous devions nous séparer ; mais il est plutôt de notre devoir, à mesure que nous augmentons en richesse et en population, d'alléger peu à peu la métropole, en temps de paix, du fardeau qu'elle s'impose actuellement pour nous défendre. (Écoutez !) Un autre motif de nous faire désirer l'union des provinces anglaises afin de développer notre nationalité, de nous faire mieux connaître et d'ouvrir de nouvelles voies au commerce, consiste dans les sentiments hostiles qu'ont manifestés les États-Unis envers ce pays durant les derniers mois. Quelle conduite a, en effet, tenue la république voisine envers le Canada depuis quelque temps ? Elle a d'abord mis en force le système de passeports, qui est un reste de despotisme que l'on a vu abolir même par les gouvernements absolus ; — puis, ensuite, elle s'est mise à embarrasser et à empêcher les relations commerciales entre les deux pays ; — elle a donné avis de l'expiration de la convention touchant l'armement des lacs ; — elle a, encore, je crois, donné avis de l'abrogation du traité de réciprocité ; — un comité des voies et moyens du congrès a rappelé un projet de loi pour remettre en ordre les défenses des frontières, en recommandant d'affecter à ce sujet un crédit de plus d'un million de piastres ; — nous avons vu, enfin, les autorités américaines donner avis, ou se proposer de donner avis, de l'abrogation du traité d'extradition, et projeter la construction d'un canal à navires aux chutes de Niagara pour les canonnières et vaisseaux de guerre :—